



## **Drahi casseur d'emplois avec le soutien des banques**

L'annonce de l'offre de rachat de Bouygues Télécom par Patrick Drahi ne manque pas de surprendre. Le groupe Altice a un appétit insatiable, mais, surtout, un endettement colossal, 33 milliards d'euros. Et, pourtant, la BNP est prête à lui offrir une nouvelle ligne de crédit de plus de 10 milliards pour s'offrir Bouygues Télécom.

Les salariés peuvent s'attendre à des saignées très importantes dans les effectifs, y compris les salariés du groupe de médias constitué par Drahi en quelques mois. Les banques vont exiger des retours sur investissement rapides et les salariés savent que, dans de telles situations, elles imposent d'abord des suppressions d'emplois.

Déjà, Drahi a annoncé des rapprochements entre *Libération* et les magazines comme *L'Express*, *Mieux vivre son argent*, *Lire*, *Classica* et les titres de la presse professionnelle constituée par Bernard Mourad, placé à la tête de l'activité dans les médias du groupe Altice. Les journalistes seront sans doute mis à contribution pour alimenter les sites du groupe. Et, pourquoi pas, la chaîne i24news ?

Dans de telles conditions, on peut s'attendre à une hémorragie dans les effectifs des rédactions et des coupes claires dans les budgets. C'est l'information qui va en pâtir, car les dirigeants donneront la priorité au « tout publicité ».

On peut s'étonner de la véritable fièvre des milliardaires pour la presse, comme Drahi, Bernard Arnault ou Iskandar Safa alors qu'elle est prétendument en crise et même annoncée en état de mort clinique.

On peut s'étonner aussi de la générosité des banques envers des milliardaires qui suppriment des emplois, alors que les petites entreprises se voient fermer les robinets des prêts, même modestes.

Enfin, on peut s'étonner du mutisme du président de la République et de son gouvernement devant la concentration des médias entre les mains de quelques raiders et du recul sans précédent du pluralisme.

Manuel Valls, le premier ministre, est plus prompt à s'attaquer au code du travail et aux acquis sociaux qu'aux véritables empires industriels tissés par les hommes de paille des acteurs financiers.

Le SNJ-CGT appelle la profession à la plus grande vigilance et il se déclare prêt à toutes les actions interprofessionnelles pour défendre l'emploi, le pluralisme et contraindre les banques à investir dans la création d'emplois pérennes plutôt que dans leurs destructions.

Le 22/06/2015

SNJ-CGT